

Alors qu'on se trouvait encore en pleine Intifada *Al Aqsa*, avant la mort d'Arafat, *Mouvements*, l'excellente revue indépendante de la gauche critique a publié un dossier de quelque 120 pages sur le thème « Le sionisme est-il mort ? », que prolonge à sa façon une interview de Rony Brauman, intitulée « De l'instrumentalisation de l'humanitaire à celle de la mémoire ». Ce n'est que cette partie que nous aborderons, bien que plusieurs articles intéressants figurent dans les *varia*, parmi lesquels « Dissonances dans la laïcité », où Etienne Balibar prend position contre la loi « sur le voile », renvoyant cependant dos à dos « deux pouvoirs mâles qui tentent de contrôler (des femmes jeunes), l'un pour le compte de l'autorité patriarcale enveloppée de religion, l'autre pour le compte de l'autorité nationale enveloppée de laïcité » (p. 157) ; et « Théorie et engagement chez Edward Saïd », où Nadia Marzouki, en guise d'éloge de l'universitaire palestinien disparu, dévoile surtout, presque à corps défendant, les contradictions peu solubles entre universalisme et relativisme dans lesquelles il s'était enfermé, et que tant d'épigones « résolvent » encore à coup de communautarisme exacerbé et d'anti-occidentalisme frénétique.

Compte tenu du systématisme anti-israélien presque universel dans la gauche radicale, il y a quelque mérite à affirmer, dans un éditorial intitulé « Peut-on parler normalement d'Israël ? », le refus de « la diabolisation du sionisme comme légitime projet d'émancipation nationale », même si est immédiatement proclamée ensuite la volonté de « déconstruction d'un certain nombre de mythes et l'abandon de la mentalité coloniale qui lui (le sionisme) est, paradoxalement mais inextricablement, attachée » (p. 7). Colonisation hors norme, puisqu'il est aussi rappelé qu'elle eut comme promoteurs des socialistes de gauche plus attirés par la « collectivisation bolchevique » que par le système latifundiaire... Le texte assure : « nous ne croyons pas plus à l'exceptionnalité *morale* positive ou négative d'Israël que nous ne nourrissons d'idées romantiques ou messianiques sur les vertus du nationalisme palestinien » ; et conclut : « Israël *devrait* être un Etat comme les autres » (p. 11), pétitions de principe auxquelles toute personne sensée devrait pouvoir souscrire. Mais alors pourquoi, une fois de plus, ces torrents d'encre consacrés à un tout petit coin du monde, où se confrontent deux petits peuples dont aucun, tant s'en faut, ne fait aujourd'hui partie des plus massacrés ou des plus miséreux de ce bas monde ? Il faudra un jour expliquer ce mystère : que tant d'humains, dont beaucoup sont bien éloignés de la ferveur des trois monothéismes, tiennent pour acquis, au-delà de leurs divergences, qu'un cœur du monde bat du côté de Jérusalem.

Le dossier renferme neuf articles, trois entretiens (si l'on inclut Brauman) et deux longs débats. Celui qui réunit — et surtout oppose — deux Israéliens de gauche, bien connus en France, Ilan Greilsammer et Michel Warschawski, constitue la clef de voûte du numéro. Le second représente pour la gauche antisioniste française l'Israélien tel qu'on l'aime : il dénonce en Israël une réalité purement coloniale, intrinsèquement fondée sur « une

tendance permanente à la discrimination », et plus encore sur le rejet violent de son environnement régional ; il aurait fallu s'en tenir à une « idée de refuge » (p. 63) pour les Juifs persécutés et accepter « cette réalité géopolitique qu'il [Israël] se trouve au cœur du monde arabe [...] Si l'on va s'installer dans le désert, il faut l'aimer, sinon on y est très mal » (p. 73). Passons sur la contradiction évidente entre la dénonciation féroce de la logique d' « homogénéité » (p. 61) attachée au sionisme et la volonté d'homogénéiser ainsi Israël à son environnement ; pensons également — dans la continuité du débat sur l'Europe comme « club chrétien », notion que presque tout le monde a fini par rejeter — à la caractérisation politique de ceux qui affirmeraient de telles choses, transposées à notre continent (« si vous n'aimez pas nos vertes prairies, dehors ! »). Warschawski semble habité d'une véritable haine à l'égard de ses compatriotes, qui le conduit à affirmer que « 90% des Israéliens [...] voient dans le mur un idéal », ce qui est contraire à toute évidence : l'essentiel de la droite et de l'extrême-droite y furent longtemps hostiles, car le mur consacre l'*abandon* de la majeure partie des territoires palestiniens ; quant à la gauche, à l'origine du projet, c'était pour elle un pis-aller, face à une campagne de terreur qui, un moment, put massacrer chaque semaine des dizaines de civils israéliens (qui n'avaient rien à voir avec les *colons*) — ce qu'aucun Etat au monde n'accepterait sans réagir avec vigueur. Face à pareil unilatéralisme, Greilsammer représente plutôt la voie de la nuance et de la modération. Il développe surtout cette thématique : « Appliquer la guerre d'Algérie, l'apartheid, l'épuration ethnique au conflit israélo-palestinien me paraît être une absurdité » (p. 64). Il rappelle quelques données étrangement ignorées, voire niées dans la gauche européenne : l'échec de toutes les sociétés modernes à aboutir à l'extinction de l'antisémitisme malgré la volonté d'intégration si généralement manifestée par les Juifs, le fait que « c'est le mouvement palestinien et le mouvement arabe qui ont refusé toute possibilité de coexistence avec le mouvement sioniste tout au long de son histoire » (p. 67), et en conséquence « l'angélisme et [le] rêve » que représente « l'idée qu'un Etat unique, binational judéo-arabe serait préférable à la solution de partage » (p. 61) — ce fut par exemple la position finale d'Edward Saïd.

Plusieurs autres articles sont décapants. Ainsi l'historien israélien Denis Charbit définit-il la « pluralité de facteurs [...] — histoire juive, antisémitisme, nationalisme, Lumières, Romantisme, colonialisme » (p. 17) dont la conjonction seule rend compte du sionisme, dont il est bien trop court d'affirmer qu'il fut simplement une riposte aux persécutions. Le sionisme en est sorti intrinsèquement pluriel (les divisions ne se limitant nullement à la classique opposition droite/gauche, ou religieux/laïcs), et apporta dès les années vingt des réponses variées au nationalisme arabe naissant, la gauche socialiste comme les religieux penchant pour un Etat binational. Le géographe William Berthomière distingue soigneusement les quatre étapes des migrations vers l'Etat d'Israël, unies dans une relation

dialectique à son évolution politique intérieure. Les historiens israéliens Avner Ben-Amos et Ilana Bet-El analysent finement les fêtes commémoratives à l'école, où l'héroïsme est mêlé à la douleur, où les ennemis anciens et actuels tendent à se confondre, avec cependant d'importantes évolutions récentes dans le sens de l'acceptation de la complexité. Face à la crise du projet sioniste — achevé, et décevant —, le politiste Alain Dieckhoff présente les réponses diamétralement opposées offertes par le *néosionisme* qui, contrairement au sionisme des origines, n'aspire pas à la normalisation politique du peuple juif mais cherche, au contraire, à cultiver sa singularité, son destin particulier, sa « mission divine » (p. 45) ; et par le *postsionisme*, qui prétend procéder au *dépassement du nationalisme* au travers d'une « dissociation progressive entre Etat et ethnicité : Israël devrait cesser d'être un Etat juif pour devenir un Etat des Juifs » (p. 46). David Newman, politiste israélien, approfondit l'analyse de cette dernière tendance, en la présentant comme une réponse aux impressionnantes transformations socio-économiques récentes. Il note cependant que ce sont « les post-sionistes de gauche et les néo-sionistes de droite qui s'opposent à la construction du mur de séparation [...] pour des raisons diamétralement opposées » (p. 54).

Le titre donné à l'entretien avec le juriste palestinien Camille Mansour (« Le nationalisme palestinien en miroir du nationalisme israélien ») est une fausse note, car l'interviewé affirme exactement le contraire. Par ailleurs, tout en établissant finement les étapes du nationalisme arabe puis, après sa survenue assez tardive, palestinien, dans leur attitude face au sionisme, il développe l'idée assez stupéfiante que l'intervention des armées arabes contre l'Israël naissant de 1948 aurait été *défensive* (p. 79), les exonérant aussi de toute responsabilité dans la *Nakba*. Les « Impressions de Palestine » du philosophe Gérard Bras montrent, s'il en était encore besoin, l'énormité des oeillères de la quasi-totalité des pro-Palestiniens français. Il n'en est que plus impressionnant qu'il se montre souvent dérangé par la confusion permanente faite par ses interlocuteurs entre Juifs et Israéliens, et par leur négation tranquille de toute légitimité à Israël, qui les amène à se réjouir sans complexe à l'annonce d'un nouveau massacre de civils « ennemis » (p. 88). Dans le contexte actuel de haines exacerbées (il en donne des exemples parlants), on doit admirer le courage du défenseur tunisien des droits de l'homme Moncef Marzouki, bien isolé dans sa condamnation sans réserve de la judéophobie arabe. Il cherche à se rassurer un peu en évoquant là un phénomène conjoncturel, lié au conflit israélo-arabe, et non un caractère structurel. Enfin le politologue américain Jim Cohen rompt de salutaires lances avec les stéréotypes concernant le « lobby juif » des Etats-Unis. D'abord il ne s'agit en rien de pressions occultes, mais d'organisations publiques, faisant partie intégrante du système politique américain. Ensuite leur montée en puissance, réelle, ne remonte guère au-delà des années quatre-vingt, ce qui contribue au constat qu'il serait « très exagéré de penser que les grandes orientations stratégiques de la superpuissance américaine découlent de son

action » (p. 105). Enfin les relations du *lobby* aux Juifs américains sont complexes : il ne les représente que très partiellement, ces professionnels de l'influence étant beaucoup plus qu'eux concentrés sur le soutien à Israël. De plus les lobbyistes se sont-ils fortement divisés, par exemple sur le soutien au processus d'Oslo — que, pour leur part, une nette majorité d'Américains juifs approuvèrent.

Bref, malgré la vaste littérature sur le sujet, un dossier dans l'ensemble de bonne qualité, et qui demeure très actuel.

Revue *Mouvements - Société, politique, culture*, n°33/34, mai-août 2004. 248 pages. 16 euros.